Jean-Pierre Sueur est intervenu le samedi 1^{er} décembre sur le budget de la Justice.

Il a donné acte à la ministre de la Justice, Nicole Belloubet, de l'augmentation de 4,5 % de son budget. Il a toutefois noté que la programmation présentée se traduisait par des augmentations inférieures à celles proposées par le Sénat. Or, a-t-il rappelé, la France est au 37^e rang sur les 41 pays du Conseil de l'Europe pour le budget de la Justice par rapport au PIB. Il y a quatre fois moins de procureurs et deux fois moins de juges et de greffiers en France que dans la moyenne européenne.

Il a évoqué la situation des prisons, s'inquiétant de la faiblesse des crédits pour leur réhabilitation, s'indignant que dans certaines cellules de 11 ou 12 m² cohabitent trois détenus, qui peuvent être des prévenus et des condamnés, et dénonçant : « *La grande proximité, l'hygiène déplorable, les carences pour l'accès aux soins, au travail et à la formation.* » Il a plaidé pour un plus grand recours aux travaux d'intérêt général (TIG) et à toutes les peines alternatives à la détention.

>> [Lire le compte rendu analytique de son intervention](#)